



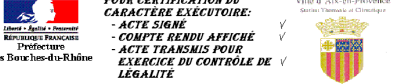
Aix en Provence
VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX-EN-
PROVENCE N°2013.296**

Séance publique du

3 juin 2013

Présidence de Monsieur Jean CHORRO,

Accusé de réception en préfecture
A013-211300017-20130603-28141- DE-1-1_0
Date de signature : 05/06/13
Date de réception : mercredi 5 juin 2013
 <p>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXECUTOIRE: - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LEGALITE ✓</p>

**OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX CLUBS SPORTIFS / CONVENTION ET
AVENANT AUX SUBVENTIONS AFFÉRENTES**

Le 03/06/13 à 18h00, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans la salle de ses délibérations, à l'Hôtel-de-Ville, sur la convocation qui lui a été adressée par Mme Maryse JOISSAINS-MASINI, Maire le 28/05/2013, conformément aux articles L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Etaient Présents :

M. Jacques AGOPIAN, Mme Agnès AMIACH ELBEZ, Mlle Odile BARBAT-BLANC, Mme Dahbia BENNOUR, Mme Charlotte BENON, Mme Christine BERNARD, Mme Odile BONTHOUX, M. Gérard BRAMOULLÉ, Mme Danièle BRUNET, M. Jean CHORRO, Mme Chantal DAVENNE, M. François-Xavier DE PERETTI, M. Yannick DECARA, M. Gerard DELOCHE, Mme Brigitte DEvesa, Mme Sylvaine DI CARO, M. Laurent DILLINGER, Mme Michelle EINAUDI, M. Alexandre GALLESE, M. Jacques GARCON, M. Gérard GERACI, M. Jean-Christophe GROSSI, M. Hervé GUERRERA, M. André GUINDE, M. François HAMY, Mme Patricia LARNAUDIE, M. Christian LOUIT, Mme Reine MERGER, Mme Arlette OLLIVIER, M. Stéphane PAOLI, M. Christian PEREZ, M. Jean-Marc PERRIN, Mme Liliane PIERRON, Mme Danielle SANTAMARIA, Mme Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Mme Catherine SILVESTRE, Mme Fleur SKRIVAN, M. Jules SUSINI, M. Francis TAULAN, Mme Françoise TERME, Mme Marie José VALETA

Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:

M. Héliot BRAMI à Mme Odile BONTHOUX, Mme Martine FENESTRAZ à Mme Danielle SANTAMARIA, Mme Sophie JOISSAINS à M. Jules SUSINI, Mme Maryse JOISSAINS MASINI à M. Gérard BRAMOULLÉ, M. Henri MATAS à M. Francis TAULAN, Mme Amaria MOHAMMEDI à Mlle Odile BARBAT-BLANC, M. Victor TONIN à Mme Catherine SILVESTRE

Excusés sans pouvoir :

M. Lucien AMBROGIANI, M. Maurice CHAZEAU, M. Eric CHEVALIER, M. Robert FOUQUET, Mme Michèle JONES, M. Alexandre MEDVEDOWSKY, Mme Catherine RIVET-JOLIN

Secrétaire : Yannick DECARA

M. Francis TAULAN donne lecture du rapport ci-joint.



Aix en Provence
VILLE THERMALE ET CLIMATIQUE
D.G.A.S Qualité de Vie
Direction des Sports

RAPPORT POUR
LE **CONSEIL MUNICIPAL**
DU 03/06/13

VF/8858

RAPPORTEUR : M. Francis TAULAN
CO-RAPPORTEUR(S) : M. Gérard BRAMOULLÉ

Nomenclature : 7.5 Subventions

Politique Publique : 13-SOUTIEN A LA PRATIQUE DU SPORT ET INVESTISSEMENT LIE
AUX ÉQUIPEMENTS SPORTIFS

OBJET : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX CLUBS SPORTIFS / CONVENTION ET
AVENANT AUX SUBVENTIONS AFFÉRENTES - Décision du Conseil

Mes chers Collègues,

Par le présent rapport, je vous propose d'allouer aux clubs, pour la saison sportive 2012/2013, des subventions dans le cadre :

- Du fonctionnement à un club sportif conventionné, telle que présentée en annexe **1.1**
- Du fonctionnement aux club fédéraux, telles que présentées en annexe **1.2**
- Du fonctionnement aux clubs de loisirs, telles que présentées en annexe **1.3**
- Des actions contractualisées (dispositifs du Pass'sport Club et des stages sportifs), telles que présentées en annexe **1.4**
- De l'organisation de manifestations sportives organisées sur la commune, telles que présentées en annexe **1.5**

Par ailleurs, en application de l'article 10 de la loi 2000.321 du 12 avril 2000 et de son décret d'application 2001.495 du 06 juin 2001, il est nécessaire d'adopter une convention de subventions liant la Ville d'Aix et l'Office Municipal des Sports, telle que présentée en annexe **2**.

En conséquence, nous vous demandons, chers collègues, de bien vouloir :

- **DECIDER** de l'attribution d'une subvention de fonctionnement à un club conventionné, telle que définie en annexe **1.1** pour un montant de **30 000 €** sachant que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Ville, sur les crédits ouverts au Budget Primitif 2013, et affectée au compte 924.15.6574.1549, qui présente les disponibilités suffisantes.
- **DECIDER** de l'attribution de subventions de fonctionnement aux clubs fédéraux, telles que définies en annexe **1.2** pour un montant de **6 500 €** sachant que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Ville sur les crédits ouverts au Budget Primitif 2013, et affectée au compte 924.15.6574.1548, qui présente les disponibilités suffisantes.
- **DECIDER** de l'attribution de subventions de fonctionnement aux clubs de loisirs, telles que définies en annexe **1.3** pour un montant de **8 000 €** sachant que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Ville sur les crédits ouverts au Budget Primitif 2013, et affectée au compte 924.15.6574.1547, qui présente les disponibilités suffisantes.
- **DECIDER** l'attribution de subventions aux clubs sportifs, dans le cadre des actions contractualisées, telles que présentées en annexe **1.4** pour un montant total de **9 000 €** sachant que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Commune, sur les crédits ouverts au Budget 2013 et affectés au compte **924.15.6574.1551**, qui présente les disponibilités suffisantes ;
- **DECIDER** de l'attribution de subventions dans le cadre de l'organisation de manifestations sportives, telles que définies en annexe **1.5** pour un montant de **1 500 €** sachant que la dépense en résultant sera imputée au budget de la Ville, sur les crédits ouverts au Budget Primitif 2013, et affectée au compte 924.15.6574.1550, qui présente les disponibilités suffisantes.
Tous les dossiers de demandes de subventions ont été présentés le 06 mai 2013.
- **ADOPTER** la convention de subventions afférente, telle que présentée en annexe **2**.
- **AUTORISER** Madame le Maire ou l'Adjoint délégué aux sports à signer ce document

**2013.296 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX CLUBS SPORTIFS / CONVENTION
ET AVENANT AUX SUBVENTIONS AFFÉRENTES**

Présents et représentés	: 43
Présents	: 41
Abstentions	: 0
Non participation	: 5
Suffrages Exprimés	: 43
Pour	: 43
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

M. Laurent DILLINGER, M. Jacques GARCON, M. Henri MATAS, M. Jean-Marc PERRIN, Mme Françoise TERME

**Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité
le rapport qui précède.**

Ont signé Jean CHORRO,

Président de séance et les membres du conseil présents :

**Le Conseiller Municipal délégué,
Arlette OLLIVIER**

**Compte-rendu de la délibération affiché le : 05/06/2013
(articles L 2121-25 et R 2121-11 du C.G.C.T.)**

ANNEXE 1.1

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A UN CLUB CONVENTIONNE
Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1549 : 418 399 €

FONCTIONNEMENT				
N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Saison sportive 2011/2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013 (proposition)
N° de tiers : 47987	OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	60 000 €	30 000 €	30 000 €
				30 000 €

ANNEXE 1.2

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX CLUB FEDERAUX
Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1548 : 6 500€

FONCTIONNEMENT				
N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Saison sportive 2011/2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013 (proposition)
N° de tiers : 15355	CLUB DE LA TOUR D'AYGOSI	3 000 €	2 500 €	2 500 €
N° de tiers : 15676	DANSE HARMONIE	1 500 €	0 €	1 500 €
N° de tiers : 61276	ENSEMBLE POUR LES JEUNES DU 13	7 500 €	5 000 €	2 500 €
				6 500 €

ANNEXE 1.3

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX CLUBS DE LOISIRS
Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1547 : 20 200 €

FONCTIONNEMENT				
N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Saison sportive 2011/2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013 (proposition)
N° de tiers : 49760	ASSOCIATION DE MEDECINE ET TRAUMATOLOGIE DU SPORT	2 000 €	0 €	2 000 €
N° de tiers : 28093	ASSOCIATION SPORTIVE AUTOMOBILE	1 500 €	0 €	2 000 €
N° de tiers : 17689	CLUB CYCLOTOURISTE AIXOIS	500 €	0 €	500 €
N° de tiers : 11090	PARACHUTE CLUB D'AIX	3 500 €	0 €	3 500 €
				8 000 €

ANNEXE 1.4

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES ACTIONS CONTRACTUALISEES

DISPOSITIFS PASS'SPORT CLUB & STAGES SPORTIFS

Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1551 : 263 760 €

N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Pass'sport Club		Stages Sportifs (repas)	Total (Proposition)
		Année Sportive 2011 / 2012	1 & 2 trimestre 2013	Toussaint 2012	
N° de tiers : 61455	AIX UNIVERSITE CLUB GENERALE	17 915 €	0 €	4 580 €	4 580 €
N° de tiers : 64736	AIX UNIVERSITE CLUB HOCKEY	0 €	420 €	0 €	420 €
N° de tiers : 65790	ANIMATION PROVENCALE MULTISPORTS	4 795 €	0 €	640 €	640 €
N° de tiers : 15355	CLUB DE LA TOUR D'AYGOSI	21 670 €	3 360 €	0 €	3 360 €
			3 780 €	5 220 €	9 000 €

ANNEXE 1.5

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES

MANIFESTATIONS SPORTIVES

Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1550 : 9 240 €

N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	OBJET	Année 2013 (proposition)
N° de tiers : 61455	AIX UNIVERSITE CLUB GENERALE	Organisation de la manifestation : fête des AUC	1 000 €
N° de tiers : 67654	ASSOCIATION SPORTIVE UNIVERSITE PROVENCE AIX	Organisation de la 8 ^e édition du tournoi universitaire de beach volley	500 €
			1 500 €

TOTAL ANNEXES 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5		55 000 €
--	--	-----------------

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
entre
LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE
et
L'ASSOCIATION « L'OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS »

ANNEE 2013

Il est établi une convention d'objectifs entre :

La Commune d'Aix-en-Provence

ci-après désignée « la Commune », représentée par :

Madame Maryse JOISSAINS – MASINI, Maire en exercice, ou par délégation l'adjoint délégué aux sports, Mr Francis TAULAN, agissant en vertu de la délibération N°du Conseil municipal du 03 juin 2013

d'une part

et

L'Association « **L'OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS** » dont le siège social est sis Complexe Sportif du Val de l'Arc, Chemin des Infirmeries, 13100 Aix en Provence, N° SIREN/SIRET : **320 837 578 00022**, ci-après désignée « l'Association », représentée par : Mr Jean Marc BAURES dûment habilité par décision du Conseil d'Administration
d'autre part

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association à savoir participer au développement du sport sur la Commune d'Aix en Provence,

Considérant que le programme d'actions ci-après proposé par l'association présente un intérêt public local.

Considérant les objectifs généraux de politiques publiques de la Commune d'Aix en Provence en matière de soutien à la pratique du sport et investissement lié aux équipements sportifs dans lesquels s'inscrit ce projet.

Considérant que la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 (article 10) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 concernant la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques disposent que l'autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 € doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les objectifs, projets, actions conformes à son objet social qui présentent un intérêt local et dont les contenus sont précisés ci-dessous.

La présente convention a pour objet de formaliser les conditions du subventionnement par la Commune d'Aix en Provence, des actions et projets de l'association, ci-après défini, conformes à son objet social.

ARTICLE II - MISSIONS DE L'ASSOCIATION ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION

L'Association a pour objet social :

« aide, soutien et accompagnement du mouvement sportif aixois et œuvrer à la promotion du sport tout particulièrement sous sa forme associative »

Conformément à cet objet social, l'association met en œuvre différents projets ou actions à savoir :

- Organiser le Salon des Sports annuel
- Gérer une flotte de minibus mis à disposition des associations adhérentes de l'OMS

Par la présente convention, elle s'engage à réaliser au travers de ces actions les objectifs suivants :

- Contribuer au développement de la pratique sportive à Aix en Provence, sous toutes ses formes

ARTICLE III- OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

• Dépôt d'un dossier complet de demande de subvention

L'Association devra déposer chaque année dans les délais impartis dès le mois d'octobre, un dossier complet de demande de subvention, fournir un projet d'activités et un budget prévisionnel faisant apparaître la participation de la Commune.

• Production de documents et de justificatifs comptables pour le Contrôle administratif et financier

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Les comptes annuels certifiés et dans le cas où l'association perçoit plus de 153 000 € de dons ou de subventions publiques, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce et la référence de leur publication au Journal Officiel.
- Le rapport d'activité

- Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention :

Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

En vertu de l'arrêté du 11 octobre 2006, ce compte-rendu est constitué :

d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet et doit être annexé, d'un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet et d'une information qualitative décrivant la nature des actions et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet

- De plus, en cas de subvention d'investissement, la production des factures et des notes d'honoraires acquittées liées aux dépenses d'investissement subventionnées.

Tous ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée (trésorier)

Enfin, pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration municipale dans le cadre de l'évaluation ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

3 - Assurances

L'Association s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires dans le cadre de son activité notamment une assurance responsabilité civile pour les dommages causés aux biens et aux personnes (tiers, adhérents) du fait de son activité.

Elle devra justifier de la validité des contrats d'assurance dans le délai d'un mois suivant la signature de la présente et pendant toute la durée de la convention, chaque année avant le 31 janvier.

4 - Engagement de l'association en terme de communication sur la participation de la Commune

Le bénéficiaire de la subvention devra faire état de la participation de la commune d'Aix-en-Provence par tout moyen autorisé par la Commune et notamment l'apposition du logo dans le cadre de la diffusion de documents d'information et/ou de communication destinés au public concernant l'opération subventionnée par la Commune,

Aucune autre subvention ne sera versée par la Commune pour les coûts relatifs à cette communication.

5 - Autres engagements

L'association s'engage à procéder à toutes les démarches visant la réalisation des objectifs mentionnés ci-dessus et à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités.
- Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations (arrêté ministériel du 8 avril 1999) et à recourir aux services d'un commissaire aux comptes dans le cas où elle se trouve concernée par cette obligation.

- Communiquer à la Commune les conventions la liant à d'autres collectivités territoriales ou tout autre partenaire institutionnel, public ou privé.
- Informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la Commune de toute modification survenue dans la composition de son bureau ou de toutes modifications statutaires, dans un délai de 15 jours à compter de cette modification.
- Respecter la Loi 2009-526 du 12 mai 2009 qui complète l'article L 1611.4 du Code Général des Collectivités Territoriales et qui précise qu'il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la Collectivité Territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE IV- MOYENS ACCORDES PAR LA COMMUNE

La Commune s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre des missions ci-dessus liées à l'objet de l'association.

1.Subvention

a) Détermination du montant

Il convient d'allouer une subvention de fonctionnement, d'un montant de **30 000 €**, dans le cadre du solde de la saison sportive 2012/2013.

b) Modalités de versement

L'aide de la Commune d'Aix-en-Provence sera créditée au compte de l'Association suivant les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

un versement pourra être effectué dès approbation par le conseil municipal de cette convention après contrôle administratif et financier effectué par la commune et production des comptes, compte-rendu financiers et rapport d'activité, défini ci-dessous, effectué par la Commune.

Les versements seront effectués sur le compte de l'Association dont le RIB est versé au dossier de demande de subvention, sous réserve du respect par l'Association des obligations mentionnées dans l'article III ci-dessus.

2. Mise à disposition des locaux

Un prêt de locaux a été consenti par la Commune à l'Association «L'OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS» pour y accueillir son équipe de professionnels, y tenir ses réunions et animations avec ses membres et partenaires (autres...)

Le local attribué de 123 m² est situé à l'adresse suivante : Complexe Sportif du Val de l'Arc, Chemin des Infirmeries, 13100 Aix en Provence

Une convention spécifique de mise à disposition a été mise en place par le service municipal de Gestion des Propriétés Communales.

La valeur locative sera communiquée chaque année par le service compétent et devra également figurer dans les comptes de l'association.

ARTICLE V- EVALUATION

1 - Contrôle qualitatif et quantitatif

L'association s'engage à fournir avant le terme de la convention un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions ou de l'action.

La Commune procède à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs mentionnés à l'article II, et sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local conformément à [l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales](#).

La Commune pourra à tout moment demander à l'Association de participer à des réunions de suivi, diligenter des contrôles et des évaluations sur l'exécution de la présente convention.

2- Commission mixte

Il pourra être créé une commission mixte, elle sera composée d'un représentant de la commune, du président de l'Association ou d'un membre de son conseil d'administration. Cette commission se réunira au moins une fois par an.

Elle aura pour rôle de veiller à la bonne application de la présente convention et de régler tout problème ou conflit en suspens entre les parties.

Elle pourra pratiquer les suivis et évaluations nécessaires.

ARTICLE VI - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification, après signature des deux parties. Elle est conclue pour l'année 2013 soit jusqu'au 31 décembre 2013.

ARTICLE VII - AVENANT

Toute nouvelle subvention fera l'objet d'un avenant financier qui déterminera le montant, les modalités de versement et en cas de modification du montant de l'année de signature de la convention, un ajustement des objectifs fixés initialement.

Les parties conviennent et s'autorisent le droit de procéder à toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention par avenant moyennant accord préalable des deux parties. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Le renouvellement éventuel de cette convention ne peut se réaliser par reconduction tacite.

ARTICLE VIII- SANCTIONS ET RESILIATION

1 - Reversements et /ou indemnités

En cas de non exécution, de retard significatif, ou de modification des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Commune, celle-ci peut, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement total de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

2 – Résiliation de la convention

La convention peut être résiliée de plein droit par la Commune, par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, et sans indemnité, en cas de carence ou de manquement grave de l'Association à l'une des obligations définies par les articles de la convention, sans préjudice des incidences financières définies précédemment, après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association. En cas de modification statutaire, la Commune se réserve la possibilité de modifier par un avenant ou de résilier la présente convention.

ARTICLE IX – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille.

Fait à Aix-en-Provence, le

Pour l'Association
Le Président

Pour la Commune d'Aix-en-Provence,
Le Maire

Maryse JOISSAINS – MASINI
Ou par délégation l'élu délégué
En vertu de l'arrêté N° 1376 du 01/09/2011

ANNEXE 1.1

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION A UN CLUB CONVENTIONNE
Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1549 : 418 399 €

FONCTIONNEMENT				
N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Saison sportive 2011/2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013 (proposition)
N° de tiers : 47987	OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS	60 000 €	30 000 €	30 000 €
				30 000 €

ANNEXE 1.2

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX CLUB FEDERAUX
Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1548 : 6 500€

FONCTIONNEMENT				
N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Saison sportive 2011/2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013 (proposition)
N° de tiers : 15355	CLUB DE LA TOUR D'AYGOSI	3 000 €	2 500 €	2 500 €
N° de tiers : 15676	DANSE HARMONIE	1 500 €	0 €	1 500 €
N° de tiers : 61276	ENSEMBLE POUR LES JEUNES DU 13	7 500 €	5 000 €	2 500 €
				6 500 €

ANNEXE 1.3

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS AUX CLUBS DE LOISIRS
Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1547 : 20 200 €

FONCTIONNEMENT				
N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Saison sportive 2011/2012	Acompte saison sportive 2012/2013	Solde saison sportive 2012/2013 (proposition)
N° de tiers : 49760	ASSOCIATION DE MEDECINE ET TRAUMATOLOGIE DU SPORT	2 000 €	0 €	2 000 €
N° de tiers : 28093	ASSOCIATION SPORTIVE AUTOMOBILE	1 500 €	0 €	2 000 €
N° de tiers : 17689	CLUB CYCLOTOURISTE AIXOIS	500 €	0 €	500 €
N° de tiers : 11090	PARACHUTE CLUB D'AIX	3 500 €	0 €	3 500 €
				8 000 €

ANNEXE 1.4

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES ACTIONS CONTRACTUALISEES

DISPOSITIFS PASS'SPORT CLUB & STAGES SPORTIFS

Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1551 : 263 760 €

N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	Pass'sport Club		Stages Sportifs (repas)	Total (Proposition)
		Année Sportive 2011 / 2012	1 & 2 trimestre 2013	Toussaint 2012	
N° de tiers : 61455	AIX UNIVERSITE CLUB GENERALE	17 915 €	0 €	4 580 €	4 580 €
N° de tiers : 64736	AIX UNIVERSITE CLUB HOCKEY	0 €	420 €	0 €	420 €
N° de tiers : 65790	ANIMATION PROVENCALE MULTISPORTS	4 795 €	0 €	640 €	640 €
N° de tiers : 15355	CLUB DE LA TOUR D'AYGOSI	21 670 €	3 360 €	0 €	3 360 €
			3 780 €	5 220 €	9 000 €

ANNEXE 1.5

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS DANS LE CADRE DES

MANIFESTATIONS SPORTIVES

Ligne Budgétaire & Montant des Disponibilités : 924.15.6574.1550 : 9 240 €

N°TIERS	NOM DE L'ASSOCIATION	OBJET	Année 2013 (proposition)
N° de tiers : 61455	AIX UNIVERSITE CLUB GENERALE	Organisation de la manifestation : fête des AUC	1 000 €
N° de tiers : 67654	ASSOCIATION SPORTIVE UNIVERSITE PROVENCE AIX	Organisation de la 8 ^e édition du tournoi universitaire de beach volley	500 €
			1 500 €

TOTAL ANNEXES 1.1, 1.2, 1.3, 1.4 et 1.5		55 000 €
--	--	-----------------

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS
entre
LA COMMUNE D'AIX EN PROVENCE
et
L'ASSOCIATION « L'OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS »

ANNEE 2013

Il est établi une convention d'objectifs entre :

La Commune d'Aix-en-Provence

ci-après désignée « la Commune », représentée par :

Madame Maryse JOISSAINS – MASINI, Maire en exercice, ou par délégation l'adjoint délégué aux sports, Mr Francis TAULAN, agissant en vertu de la délibération N°.....du Conseil municipal du 03 juin 2013

d'une part

et

L'Association « **L'OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS** » dont le siège social est sis Complexe Sportif du Val de l'Arc, Chemin des Infirmeries, 13100 Aix en Provence, N° SIREN/SIRET : **320 837 578 00022**, ci-après désignée « l'Association », représentée par : Mr Jean Marc BAURES dûment habilité par décision du Conseil d'Administration
d'autre part

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par l'association à savoir participer au développement du sport sur la Commune d'Aix en Provence,

Considérant que le programme d'actions ci-après proposé par l'association présente un intérêt public local.

Considérant les objectifs généraux de politiques publiques de la Commune d'Aix en Provence en matière de soutien à la pratique du sport et investissement lié aux équipements sportifs dans lesquels s'inscrit ce projet.

Considérant que la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 (article 10) relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations et son décret d'application n°2001-495 du 6 juin 2001 concernant la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques disposent que l'autorité administrative qui attribue une subvention dont le montant annuel dépasse la somme de 23 000 € doit conclure une convention avec l'organisme de droit privé qui en bénéficie.

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE I - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à réaliser, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule, les objectifs, projets, actions conformes à son objet social qui présentent un intérêt local et dont les contenus sont précisés ci-dessous.

La présente convention a pour objet de formaliser les conditions du subventionnement par la Commune d'Aix en Provence, des actions et projets de l'association, ci-après défini, conformes à son objet social.

ARTICLE II - MISSIONS DE L' ASSOCIATION ET OBJECTIFS DE LA CONVENTION

L'Association a pour objet social :

« aide, soutien et accompagnement du mouvement sportif aixois et œuvrer à la promotion du sport tout particulièrement sous sa forme associative »

Conformément à cet objet social, l'association met en œuvre différents projets ou actions à savoir :

- Organiser le Salon des Sports annuel
- Gérer une flotte de minibus mis à disposition des associations adhérentes de l'OMS

Par la présente convention, elle s'engage à réaliser au travers de ces actions les objectifs suivants :

- Contribuer au développement de la pratique sportive à Aix en Provence, sous toutes ses formes

ARTICLE III- OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

- **Dépôt d'un dossier complet de demande de subvention**

L'Association devra déposer chaque année dans les délais impartis dès le mois d'octobre, un dossier complet de demande de subvention, fournir un projet d'activités et un budget prévisionnel faisant apparaître la participation de la Commune.

- **Production de documents et de justificatifs comptables pour le Contrôle administratif et financier**

L'association s'engage à fournir dans les 6 mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Les comptes annuels certifiés et dans le cas où l'association perçoit plus de 153 000 € de dons ou de subventions publiques, le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du code de commerce et la référence de leur publication au Journal Officiel.
- Le rapport d'activité

- Lorsque la subvention est affectée à une dépense déterminée, un compte rendu financier qui atteste de la conformité des dépenses effectuées à l'objet de la subvention :

Le compte rendu financier est déposé auprès de l'autorité administrative qui a versé la subvention dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée.

En vertu de l'arrêté du 11 octobre 2006, ce compte-rendu est constitué :

d'un tableau des charges et des produits affectés à la réalisation du projet et doit être annexé, d'un commentaire sur les écarts entre le budget prévisionnel et la réalisation du projet et d'une information qualitative décrivant la nature des actions et les résultats obtenus par rapport aux objectifs initiaux du projet

- De plus, en cas de subvention d'investissement, la production des factures et des notes d'honoraires acquittées liées aux dépenses d'investissement subventionnées.

Tous ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée (trésorier)

Enfin, pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par l'administration municipale dans le cadre de l'évaluation ou dans le cadre du contrôle financier annuel. L'association s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

3 - Assurances

L'Association s'engage à souscrire toutes les assurances nécessaires dans le cadre de son activité notamment une assurance responsabilité civile pour les dommages causés aux biens et aux personnes (tiers, adhérents) du fait de son activité.

Elle devra justifier de la validité des contrats d'assurance dans le délai d'un mois suivant la signature de la présente et pendant toute la durée de la convention, chaque année avant le 31 janvier.

4 - Engagement de l'association en terme de communication sur la participation de la Commune

Le bénéficiaire de la subvention devra faire état de la participation de la commune d'Aix-en-Provence par tout moyen autorisé par la Commune et notamment l'apposition du logo dans le cadre de la diffusion de documents d'information et/ou de communication destinés au public concernant l'opération subventionnée par la Commune,

Aucune autre subvention ne sera versée par la Commune pour les coûts relatifs à cette communication.

5 - Autres engagements

L'association s'engage à procéder à toutes les démarches visant la réalisation des objectifs mentionnés ci-dessus et à :

- Respecter toutes les obligations légales, sociales et fiscales liées à l'exercice de ses activités.
- Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le règlement n°99-01 du 16 février 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations (arrêté ministériel du 8 avril 1999) et à recourir aux services d'un commissaire aux comptes dans le cas où elle se trouve concernée par cette obligation.

- Communiquer à la Commune les conventions la liant à d'autres collectivités territoriales ou tout autre partenaire institutionnel, public ou privé.
- Informer, par lettre recommandée avec accusé de réception, la Commune de toute modification survenue dans la composition de son bureau ou de toutes modifications statutaires, dans un délai de 15 jours à compter de cette modification.
- Respecter la Loi 2009-526 du 12 mai 2009 qui complète l'article L 1611.4 du Code Général des Collectivités Territoriales et qui précise qu'il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la Collectivité Territoriale et l'organisme subventionné.

ARTICLE IV- MOYENS ACCORDES PAR LA COMMUNE

La Commune s'engage à soutenir financièrement la mise en œuvre des missions ci-dessus liées à l'objet de l'association.

1.Subvention

a) Détermination du montant

Il convient d'allouer une subvention de fonctionnement, d'un montant de **30 000 €**, dans le cadre du solde de la saison sportive 2012/2013.

b) Modalités de versement

L'aide de la Commune d'Aix-en-Provence sera créditée au compte de l'Association suivant les procédures comptables en vigueur et les modalités suivantes :

un versement pourra être effectué dès approbation par le conseil municipal de cette convention après contrôle administratif et financier effectué par la commune et production des comptes, compte-rendu financiers et rapport d'activité, défini ci-dessous, effectué par la Commune.

Les versements seront effectués sur le compte de l'Association dont le RIB est versé au dossier de demande de subvention, sous réserve du respect par l'Association des obligations mentionnées dans l'article III ci-dessus.

2. Mise à disposition des locaux

Un prêt de locaux a été consenti par la Commune à l'Association «L'OFFICE MUNICIPAL DES SPORTS» pour y accueillir son équipe de professionnels, y tenir ses réunions et animations avec ses membres et partenaires (autres...)

Le local attribué de 123 m² est situé à l'adresse suivante : Complexe Sportif du Val de l'Arc, Chemin des Infirmeries, 13100 Aix en Provence

Une convention spécifique de mise à disposition a été mise en place par le service municipal de Gestion des Propriétés Communales.

La valeur locative sera communiquée chaque année par le service compétent et devra également figurer dans les comptes de l'association.

ARTICLE V- EVALUATION

1 - Contrôle qualitatif et quantitatif

L'association s'engage à fournir avant le terme de la convention un bilan d'ensemble, qualitatif et quantitatif, de la mise en œuvre du programme d'actions ou de l'action.

La Commune procède à l'évaluation des conditions de réalisation du programme d'actions auquel elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats aux objectifs mentionnés à l'article II, et sur l'impact du programme d'actions au regard de l'intérêt local conformément à [l'article L. 2121-29 du code général des collectivités territoriales](#).

La Commune pourra à tout moment demander à l'Association de participer à des réunions de suivi, diligenter des contrôles et des évaluations sur l'exécution de la présente convention.

2- Commission mixte

Il pourra être créé une commission mixte, elle sera composée d'un représentant de la commune, du président de l'Association ou d'un membre de son conseil d'administration. Cette commission se réunira au moins une fois par an.

Elle aura pour rôle de veiller à la bonne application de la présente convention et de régler tout problème ou conflit en suspens entre les parties.

Elle pourra pratiquer les suivis et évaluations nécessaires.

ARTICLE VI - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa notification, après signature des deux parties. Elle est conclue pour l'année 2013 soit jusqu'au 31 décembre 2013.

ARTICLE VII - AVENANT

Toute nouvelle subvention fera l'objet d'un avenant financier qui déterminera le montant, les modalités de versement et en cas de modification du montant de l'année de signature de la convention, un ajustement des objectifs fixés initialement.

Les parties conviennent et s'autorisent le droit de procéder à toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention par avenant moyennant accord préalable des deux parties. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux de la convention.

Le renouvellement éventuel de cette convention ne peut se réaliser par reconduction tacite.

ARTICLE VIII- SANCTIONS ET RESILIATION

1 - Reversements et /ou indemnités

En cas de non exécution, de retard significatif, ou de modification des conditions d'exécution de la convention par l'association sans l'accord écrit de la Commune, celle-ci peut, après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, suspendre ou diminuer le montant des versements, remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement total de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention.

2 – Résiliation de la convention

La convention peut être résiliée de plein droit par la Commune, par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception, et sans indemnité, en cas de carence ou de manquement grave de l'Association à l'une des obligations définies par les articles de la convention, sans préjudice des incidences financières définies précédemment, après l'envoi d'une mise en demeure restée infructueuse pendant un délai de 15 jours.

La convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution de l'Association. En cas de modification statutaire, la Commune se réserve la possibilité de modifier par un avenant ou de résilier la présente convention.

ARTICLE IX – COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal administratif de Marseille.

Fait à Aix-en-Provence, le

Pour l'Association
Le Président

Pour la Commune d'Aix-en-Provence,
Le Maire

Maryse JOISSAINS – MASINI
Ou par délégation l'élu délégué
En vertu de l'arrêté N° 1376 du 01/09/2011